

L'INJUSTICE DES CATASTROPHES

Comment le chaos
climatique creuse
les inégalités et
enrichit l'élite

RÉSUMÉ



OXFAM

Remerciements

© Oxfam International, octobre 2026

Cette publication a été rédigée par Max Lawson, Astrid Nilsson Lewis, Alex Maitland, Joel Chester Pagulayan, Pubudini Wickramaratne et Mateo Adarve Zuluaga.

Soutien aux recherches : Sarah Schöngart (ETH Zürich) et Anjela Taneja, Anthony Kamande (Oxfam)

Oxfam remercie les experts et expertes ayant participé à l'élaboration de cette publication : Teresa Anderson (Action Aid), Philipp Bothe (Paris School of Economics), Lucas Chancel (World Inequality Lab), Kira Erwin (groundWork), Alexander Gottlieb (Dartmouth College, États-Unis), Stéphane Hallegatte (Banque mondiale), Sivan Kartha (Stockholm Environment Institute), Cornelia Mohren (World Inequality Lab), Laurie Parsons (Université de Londres), Meena Raman (Third World Network) et Mark W. Roberts (ECO Policy Advisors).

Oxfam remercie David Abudho, Francis Agbere, Carlos Aguilar, Miguel Alba, Mariana Anton, Kira Boe, Alex Bush, Rachel Carle, Pauline Chetcuti, Nafkote Dabi, Anouk Franck, Rod Goodbun, Victoria Harnett, Christian Hallum, Cass Hebron, Selma Huart, Didier Jacobs, Sian Jones, Anthony Kamande, Albertine de Lange, Josie Lee, Imogen London, Leah Mugehera, Adam Musgrave, Linda Oduor-Noah, Gabriel Olila, Martis Palencia, Mariana Paoli, Jacqueline Persson, Susana Ruiz, Joss Saunders, Rune Stahl, Anjela Taneja, Annie Thériault, Ceren Topgul, Nout van der Vaart, Deepak Xavier et Bertram Zagma pour leurs contributions à l'élaboration de ce rapport.

Coordinatrice éditoriale : Pubudini Wickramaratne

Responsable éditoriale : Emma Kuria

Conception graphique : Nigel Willmott

Visualisation des données : Julie Brunet

Correction structurelle : Lucia Fry

Révision : Adam Houlbrook et Kathryn O'Neill

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives aux politiques de développement et humanitaires. Pour toute information complémentaire concernant la thématique de ce document, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur-es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer.

Photo de couverture :

À gauche : Un jet privé, porte ouverte, au crépuscule. Photo : Halberman/istockphoto

À droite : Alleppey, dans l'État du Kerala, en Inde, le 24 août 2018. Une équipe de sauvetage aide des personnes à s'échapper d'une zone inondée. Photo : Jimmy Kamballur/istockphoto

Rendez-vous sur <https://policy-practice.oxfam.org/fr/droits-dauteur-et-autorisations/> pour en savoir plus.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le DOI : 10.21201/2026.000154

Oxfam GB, Oxfam House, 2600 John Smith Drive, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Legrand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini

Les milliardaires et les ultra-riches épuisent le budget carbone de l'humanité à une vitesse extraordinaire. Ainsi, les émissions des 0,1 % les plus riches, qui représentent 8 millions de personnes, sont supérieures à celles des 3,5 milliards de personnes au bas de l'échelle¹. La pollution carbone des 1 % les plus riches contribue directement à l'amplification des catastrophes climatiques telles que les inondations, les incendies, les sécheresses et les crises alimentaires. On estime que leurs émissions annuelles engendreront un surplus de mortalité de 1,9 million de personnes à cause de la chaleur².

Ces catastrophes climatiques ne touchent pas tout le monde de la même manière. Elles exacerbent les inégalités, qui les rendent d'autant plus mortelles. Par exemple, les inondations tuent sept fois plus dans les pays les plus inégalitaires³.

Encadré 1 (résumé) : Comment les ultra-riches aggravent le chaos climatique

1. **Les 0,1 % les plus riches (8 millions de personnes) de la planète émettent plus de gaz à effet de serre que les 44 % les plus pauvres (3,5 milliards de personnes) réunis.** Ils émettent plus de trois fois plus que l'ensemble de la population de l'Afrique subsaharienne (1,3 milliard de personnes).
2. Une personne appartenant aux **0,1 % les plus riches a contribué 125 fois plus qu'une personne ordinaire aux épisodes de chaleur extrême**, et près de 400 fois plus qu'une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres.
3. **Les émissions liées aux investissements de ces 1 000 milliardaires représentaient 486 millions de tonnes de CO₂e en 2025.** S'ils étaient un pays, ils se placeraient à la 19^e position des pays les plus polluants au monde, juste après l'Australie et avant l'Afrique du Sud.
4. Les émissions des 1 % les plus riches au cours d'une seule année engendreront un surplus de mortalité de 1,9 million de personnes à cause de la chaleur.
5. **Les 1 % les plus riches sont responsables de 20 % du réchauffement climatique depuis 1990**, soit 20 fois plus que leur part dans la population mondiale.
6. Une personne appartenant aux **1 % les plus riches a contribué 34 fois plus qu'une personne ordinaire aux épisodes de chaleur extrême**, et plus de 100 fois plus qu'une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres.
7. **Entre 2014 et 2050, un milliard de personnes, soit environ 10 % de la population mondiale, pourraient être déplacées en raison de la crise climatique**, et la majorité des personnes déplacées se trouveront dans les pays du Sud.
8. Les inondations tuent sept fois plus dans les pays les plus inégalitaires.
9. **Le marché mondial du relèvement après des catastrophes devrait passer de 70 milliards de dollars à 92 milliards de dollars par an d'ici 2029**, porté par la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique.
10. Le nouvel indice Destruction et reconstruction d'Oxfam montre comment les investisseurs ultra-riches qui soutiennent l'industrie des combustibles fossiles et autres industries très polluantes bénéficient également de la préparation aux catastrophes et de la reconstruction. **Les entreprises composant l'indice Destruction et reconstruction ont réalisé des bénéfices moyens de 1,8 milliard de dollars en 2025 et versé en moyenne plus d'un milliard de dollars à leurs actionnaires.**

Les riches peuvent s'en prémunir en payant davantage pour leur nourriture ou en s'installant dans des lieux plus sûrs, ce dont la majeure partie de l'humanité n'a pas les moyens. Qui plus est, les dernières recherches menées par Oxfam révèlent la manière dont les ultra-riches tirent en réalité d'énormes profits de la souffrance climatique sur fond de catastrophes et de prix vertigineux des denrées alimentaires. Dans le même temps, les personnes ordinaires frappées par une succession de chocs climatiques peinent à se relever. Ces personnes sont plus exposées et plus vulnérables. Elles ont beaucoup moins d'épargne de côté pour reconstruire leur vie.

Mais il est possible de briser ce cercle vicieux. Nous pouvons amoindrir la souffrance humaine causée par le dérèglement climatique en réduisant les émissions des personnes les plus riches, en faisant reculer drastiquement les inégalités et en veillant à ce que la notion d'égalité soit au cœur des mesures d'adaptation au changement climatique.

FIGURE 1 (RÉSUMÉ). ÉMISSIONS DES 0,1 % LES PLUS RICHES DE LA PLANÈTE



La sécurité menacée

Le rythme de l'action climatique n'est pas assez rapide pour empêcher le réchauffement climatique de dépasser 1,5 degré. Cette menace est un signal d'alarme : il est impératif de mettre un terme de toute urgence à la consommation excessive, révoltante et inutile de carbone par les personnes les plus riches du monde. Si ces personnes prenaient dès maintenant des mesures pour réduire leurs émissions et les ramener au niveau de la moyenne, le monde aurait plus de temps pour se décarboniser avant que les effets du changement climatique ne s'aggravent encore davantage.

Huit millions d'ultra-riches polluent actuellement autant que 3,5 milliards de personnes

Parce qu'elles consomment beaucoup plus, les personnes riches émettent aussi beaucoup plus. Leurs nombreuses demeures gigantesques, leurs yachts, leurs jets privés ou encore leurs voitures... toutes ces possessions font que leurs émissions de carbone sont sans commune mesure avec celles d'une personne ordinaire. Depuis 2015, Oxfam calcule ces émissions aux côtés du Stockholm Environment Institute (SEI)⁴. Cette année, de nouvelles analyses de ces données révèlent que les 0,1 % les plus riches (soit 8 millions de personnes) émettent désormais plus que l'ensemble des 44 % les plus pauvres (3,5 milliards de personnes), soit près de la moitié de l'humanité⁵.

L'élite en jet privé, la planète en feu

Il n'y a sans doute pas de meilleur symbole de la consommation de carbone inutile des personnes riches que leurs déplacements en jet privé. Seuls les 0,003 % les plus riches du monde voyagent en jet privé. Cela représente quelque 250 000 personnes⁶, très majoritairement des hommes⁷. Une nouvelle analyse menée par Oxfam à partir de données de suivi des jets privés, ainsi que des recherches universitaires⁸, s'accordent sur le rôle disproportionné joué par un petit nombre de personnes dans les émissions liées au transport aérien. Les conclusions portant sur l'année 2025 révèlent ce qui suit⁹ :

- Les jets privés ont émis 16 millions de tonnes de CO₂ ; il faudrait 80 millions d'arbres pour compenser ces émissions.
- Chaque vol en jet privé a émis 3,7 tonnes de CO₂ en moyenne, soit l'équivalent de ce qu'une personne ordinaire émet sur une année.

FIGURE 2 (RÉSUMÉ). ÉMISSIONS DES JETS PRIVÉS



Les hommes blancs fortunés détruisent la planète

Le sexisme et le racisme façonnent les inégalités économiques, ce qui a une influence sur l'empreinte carbone. Les hommes blancs¹⁰ sont représentés de manière disproportionnée dans les tranches de revenus et de fortune les plus élevées, qui ont la plus grande empreinte carbone. À l'inverse, les femmes, les personnes racisées et les personnes non binares comptent parmi celles ayant les patrimoines¹¹ et les revenus les plus faibles, et ont donc le moins d'impact sur le climat.

Les émissions liées aux possessions des milliardaires enflamment la planète

Il y a quelques années, dans notre rapport *Les milliardaires du carbone*¹², Oxfam a été l'une des premières organisations à aller au-delà de l'examen des émissions liées à la consommation des plus riches, en cherchant également à estimer un phénomène sans doute bien plus dangereux encore : la pollution carbone engendrée par leurs investissements, ainsi que par les entreprises qu'ils possèdent et contrôlent.

Ce rapport s'intéressait alors uniquement aux 125 personnes les plus riches du monde. Pour le présent rapport, Oxfam s'est intéressée aux investissements de 1 000 milliardaires ayant des participations dans 1 095 entreprises. Voici ce que nous avons découvert¹³ :

- Les émissions totales liées aux possessions¹⁴ de ces 1 000 milliardaires représentaient 486 millions de tonnes de CO₂e en 2025, soit l'équivalent du 19^e pays le plus polluant au monde.
- Les 100 milliardaires les plus fortuné-es ont l'empreinte carbone la plus extrême. En moyenne, les émissions liées à leurs possessions atteignent 4 millions de tonnes de CO₂e pour chacun-e, ce qui signifie que leurs émissions de carbone cumulées sont supérieures à celles de 3.78 millions de personnes.
- 71 % des investissements des milliardaires sont classés comme relevant de « secteurs à fort impact climatique », tels que le pétrole, le gaz ou l'industrie chimique, qui sont les domaines les plus polluants.

Incendies, inondations, famines et les ultra-riches

Le dérèglement climatique est déjà une réalité. Partout, les conditions météorologiques changent. Plus de chaleur extrême, avec des journées entre 40 et 50 degrés. Plus de tempêtes. Plus d'inondations. Plus d'incendies de forêt. Moins de récoltes et donc moins à manger, des factures alimentaires plus salées et une part croissante de la population confrontée à la faim.

FIGURE 3 (RÉSUMÉ). CONTRIBUTION DES PERSONNES LES PLUS RICHES AUX ÉPISODES DE CHALEUR EXTRÊME



Grâce aux nouvelles données, Oxfam peut pour la première fois faire le lien entre les émissions des ultra-riches et ces événements météorologiques extrêmes. En combinant les données du SEI sur les inégalités carbone avec les modèles d'attribution des phénomènes climatiques extrêmes¹⁵, nous avons pu identifier la contribution des personnes les plus riches à la probabilité accrue d'épisodes de chaleur extrême. Oxfam a découvert ce qui suit :

- On estime que les émissions annuelles des 1 % les plus riches engendreront un surplus de mortalité de 1,9 million de personnes à cause de la chaleur¹⁶.
- La pollution carbone générée par une personne appartenant aux 0,1 % les plus riches a contribué 125 fois plus que celle d'une personne ordinaire aux épisodes de chaleur extrême que nous connaissons aujourd'hui partout dans le monde, et près de 400 fois plus que celle d'une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres¹⁷.

Tirer profit de la souffrance climatique : comment les ultra-riches s'enrichissent encore avec les catastrophes liées au changement climatique

Alors même que les conséquences d'une planète qui se réchauffe rapidement sont de plus en plus évidentes, les personnes qui portent la plus grande responsabilité dans le changement climatique sont aussi celles qui tirent profit du chaos actuel. Les personnes fortunées recherchent et exploitent les opportunités qui leur permettent d'accroître encore davantage leur richesse et leur pouvoir grâce aux dommages qu'elles ont elles-mêmes causés.

Le marché mondial du relèvement après des catastrophes devrait passer de 70 milliards de dollars à 92 milliards de dollars par an d'ici 2029, porté de plus en plus par les phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique¹⁸, soit une augmentation bien supérieure à la moyenne¹⁹.



Des vacanciers se détendent sur la plage du Moutchic, à Lacanau, dans le Sud-Ouest de la France, alors qu'un incendie géant progresse tout près, un panache de fumée traversant le ciel. Photo : Maximilien Lamy/Getty Images

Gagner sur tous les plans : tirer profit à la fois de la destruction et de la reconstruction

Souvent, les grands investisseurs tirant d'énormes profits grâce aux entreprises qui alimentent le changement climatique sont les mêmes qui engrangent des sommes considérables grâce aux entreprises impliquées dans la reconstruction après les catastrophes. Oxfam a dressé une liste de 217 entreprises qui tirent profit de la création des conditions propices aux catastrophes climatiques, de la préparation à celles-ci ou des opérations de relèvement après celles-ci. C'est ce que nous avons appelé l'indice « Destruction et reconstruction ». Une analyse de l'actionnariat de ces entreprises révèle que les principaux investisseurs tirent un double dividende des catastrophes climatiques en investissant à la fois dans les catastrophes et dans la reconstruction.

Six grands gestionnaires d'actifs (dont Vanguard, BlackRock et State Street) représentent plus d'un quart de toutes les entreprises de Destruction et reconstruction. BlackRock et Vanguard ont des participations dans 92 % des entreprises de l'indice ; leurs investissements totaux cumulés dans ces entreprises dépassent le millier de milliards de dollars²⁰.

Ne jamais passer à côté d'une catastrophe

Le relèvement après une catastrophe ouvre souvent la voie à la promotion de politiques économiques favorables aux grandes fortunes, telles que la privatisation des services publics, l'accaparement des terres, la déréglementation et les allègements fiscaux accordés aux personnes les plus riches et les plus puissantes²¹. Pour ne citer que deux exemples, alors que Porto Rico se relevait du passage de l'ouragan Maria en 2017, le gouverneur a profité de l'occasion pour privatiser le réseau électrique²², ce qui a entraîné par la suite une augmentation du nombre de coupures de courant (dont l'une, en avril 2022, a plongé toute l'île dans le noir)²³. Après l'ouragan Irma, la reconstruction de Barbuda a notamment vu les côtes naturelles et les zones humides remplacées par des résidences de luxe et un terrain de golf, coupant l'accès à la mer de bon nombre d'habitantes et de personnes vivant de la pêche artisanale²⁴.

Les catastrophes climatiques sont des amplificateurs d'inégalités

Les inégalités aggravent les catastrophes climatiques et déterminent qui en subit le plus lourdement les conséquences. Il n'existe pas de catastrophe véritablement « naturelle » ; ce sont les inégalités qui transforment les phénomènes météorologiques extrêmes en catastrophes climatiques, provoquant des ravages pour les populations ordinaires tandis que les plus riches peuvent en supporter les conséquences bien plus facilement. Des études montrent que, dans les pays où les inégalités sont plus marquées, les catastrophes font davantage de victimes, causent des dégâts plus importants et touchent un plus grand nombre de personnes²⁵. Par exemple, les inondations tuent sept fois plus dans les pays les plus inégalitaires²⁶.

Dans le même temps, les conséquences du dérèglement climatique agissent comme un multiplicateur des inégalités préexistantes, les plus riches étant mieux à même de faire face aux tempêtes (au sens propre comme au figuré) que le reste de la société. Pour les personnes aisées vivant dans de grandes demeures des banlieues verdoyantes de Lavington, à Nairobi, au Kenya, une violente tempête n'est qu'un désagrément bruyant. Mais à seulement un kilomètre et demi de là, cette même tempête peut ravager les maisons et bouleverser la vie des personnes entassées sous les toits en tôle du bidonville de Kawangware.

Les personnes appartenant aux groupes à faibles revenus sont plus *exposées* aux catastrophes climatiques car elles vivent dans des lieux plus susceptibles d'être touchés. Elles sont aussi plus *vulnérables*, car elles occupent des logements de qualité inférieure (par exemple), ont une santé dégradée ou exercent des emplois qui les amènent à travailler en extérieur. Elles disposent en outre de moins de ressources et d'épargne qui leur permettraient de se relever d'une catastrophe, si bien qu'elles sont moins *résilientes* que les personnes les plus riches.

À l'inverse, la richesse permet aux personnes plus aisées de vivre dans des lieux plus sûrs ou de disposer d'endroits où elles peuvent se réfugier (voir l'Encadré 2 du résumé, ci-dessous), d'habiter dans des logements plus solides et moins vulnérables, ou encore de travailler à l'intérieur, à l'abri des intempéries. Les personnes les plus riches ont la possibilité d'investir dans des infrastructures et des services privés, tels que les générateurs au

diesel, l'approvisionnement en eau potable, les abris d'urgence, les services de pompiers privés ou les ouvrages de protection contre les inondations. Elles peuvent assurer leurs biens contre les dommages et mettre de côté des ressources pour faire face à une crise et sont ainsi capables de reconstruire leur vie plus rapidement par la suite.

Encadré 2 (résumé). Quand les migrants sont des milliardaires de la tech

Des ultra-riches rejoignent discrètement les rangs des migrant-es climatiques. Des milliardaires achètent des îles et construisent des complexes fortifiés et des bunkers souterrains équipés de systèmes de production d'énergie renouvelable, de ressources privées en eau et en nourriture et de moyens de sécurité de pointe pour se prémunir contre les catastrophes climatiques²⁷. De telles stratégies constituent une forme d'apartheid climatique, les ultra-riches utilisant leur fortune et leur pouvoir pour échapper aux conséquences des crises qu'ils et elles ont contribué à provoquer.

Cette tendance se répand parmi les milliardaires de la tech. Le libertarien républicain et donateur de Donald Trump, Peter Thiel, cofondateur de PayPal et ancien membre du conseil d'administration de Facebook, a jeté son dévolu sur l'hémisphère Sud en 2015 : il a acheté pour 4,5 millions de dollars une propriété isolée au bord d'un lac en Nouvelle-Zélande, où il cherche depuis à construire un bunker capable d'affronter une catastrophe apocalyptique. Les politiques migratoires néo-zélandaises, d'habitude radicales, ne semblent pas s'appliquer de manière homogène aux personnes telles que M. Thiel²⁸.

Les personnes vivant dans la pauvreté possèdent certes peu de biens de valeur, mais la perte de ces biens peut avoir un impact proportionnellement beaucoup plus lourd. La perte d'un vélo dont dépend une personne pour gagner sa vie représente un coup dur pour une famille pauvre, contrairement à une famille aisée qui perdrait sa deuxième voiture, même si celle-ci a une valeur bien supérieure sur le plan financier.

Les catastrophes récurrentes ne font qu'aggraver cet impact. Les écarts de richesse peuvent se creuser au fil du temps, car la reconstruction, la valorisation des biens immobiliers et les nouveaux investissements profitent de manière disproportionnée aux groupes les plus aisés et les mieux assurés. Une vaste étude par panel portant sur 158 pays entre 1995 et 2019 a révélé que l'intensification des impacts du changement climatique était associée à une augmentation des inégalités de revenus²⁹.

Encadré 3 (résumé). Étude de cas : incendies de forêt en Californie et inégalités

L'été, les incendies de forêt ravagent la côte ouest des États-Unis. Seules les personnes aisées peuvent échapper à la dévastation qui accompagne ces catastrophes. Des systèmes d'alerte précoce permettent aux plus riches d'évacuer leurs palais en hélicoptère pour aller prendre leurs quartiers dans des hôtels 5 étoiles, dont les factures sont souvent pré-payées par leurs compagnies d'assurance³⁰. Ces dernières³¹ appliquent des primes annuelles jusqu'à six chiffres pour ces polices d'assurance, qui ne sont généralement proposées que pour les biens immobiliers assurés à plus d'un million de dollars³².

À Altadena, une communauté historiquement noire et latino de la classe moyenne, où la propriété immobilière se transmet de génération en génération, bon nombre de propriétaires ne disposent d'aucune assurance ou ne bénéficient que d'une couverture partielle. D'innombrables familles ont perdu leur maison dans la vague d'incendies de forêt de 2025, alors qu'elle était leur principal patrimoine accumulé sur plusieurs décennies. Dans leur désespoir, beaucoup de propriétaires ont vendu leurs biens sinistrés à un prix dérisoire à des sociétés immobilières prédatrices, sacrifiant la sécurité et les liens sociaux qui unissaient la communauté³³.

Au-delà des catastrophes : les impacts inégaux de la baisse de la production et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires

Les inégalités causées par le dérèglement climatique ne se limitent pas aux catastrophes et aux événements météorologiques extrêmes. Elles se manifestent également par des conséquences à apparition lente, mais inexorable, année après année, notamment sur la production alimentaire et le prix des denrées alimentaires. Les pluies sont tardives, inexistantes ou excessives ; si cela ne provoque pas de catastrophe à proprement parler, cela suffit pour réduire progressivement la quantité de nourriture produite. Dans le même temps, le prix des denrées alimentaires ne cesse d'augmenter dans tous les pays du monde, engloutissant une part toujours plus conséquente des revenus des catégories à revenu faible ou intermédiaire.

Prix élevés des denrées alimentaires et inégalités

Bien souvent, les ultra-riches n'achètent même pas leur propre nourriture ou, lorsque c'est le cas, ne se soucient pas du prix de ce qu'ils ou elles achètent. Cela s'explique par le fait que les dépenses alimentaires représentent une très faible part de leurs revenus. À l'inverse, pour la plupart des gens, et en particulier pour les familles vivant dans la pauvreté partout dans le monde, le coût de l'alimentation constitue une dépense majeure, si bien que la hausse des prix des denrées alimentaires a un impact considérable et représente une part plus importante des dépenses du ménage (Figure 4 du résumé). Les femmes, les paysans et paysannes, les personnes vivant de la pêche, les peuples autochtones et les communautés racisées continuent de subir de manière disproportionnée des taux élevés de malnutrition et d'insécurité alimentaire³⁴.

FIGURE 4 (RÉSUMÉ). DÉPENSES ALIMENTAIRES ANNUELLES EN PROPORTION DES DÉPENSES TOTALES DE CONSOMMATION



Source : USDA Economic Research Service (2022) ; USDA Economic Research Service (ERS) (2023) ; USDA Economic Research Service (ERS) (2025) – données traitées par Our World in Data³⁵.

Cela va bien au-delà de la quantité ou de la qualité de la nourriture dans les assiettes. Lorsque l'alimentation représente une part aussi importante des dépenses des ménages, les chocs des prix des denrées alimentaires les contraignent à faire des choix difficiles, comme privilégier l'alimentation des enfants et des hommes au détriment de celle des femmes, ou réduire les dépenses consacrées à l'éducation ou aux soins de santé³⁶. Pour leur part, les personnes plus aisées ne remarqueraient même pas l'augmentation de leurs dépenses alimentaires, dans un premier temps. Et même si elles la ressentent, elles peuvent réduire certaines dépenses accessoires, comme les vacances, les aliments de luxe ou les véhicules.

FIGURE 5 (RÉSUMÉ). L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE EST DOMINÉE PAR DES MILLIARDAIRES, QUI ONT VU LEUR RICHESSE AUGMENTER AU COURS DES NOMBREUSES CRISES QUI ONT FRAPPÉ LE SECTEUR ALIMENTAIRE.



Les ultra-riches contrôlent et tirent également profit du secteur alimentaire

Un nombre toujours plus restreint de personnes fortunées, de grandes entreprises et d'acteurs financiers étendent leur contrôle sur les terres agricoles à travers le monde. Les exploitations de plus de 1 000 hectares occupent plus de la moitié des surfaces cultivées mondiales, alors qu'elles ne représentent que 0,1 % des entreprises agricoles³⁷. Les propriétaires de grandes exploitations disposant de davantage de ressources financières sont aussi plus à même d'investir dans des technologies avancées, des systèmes d'irrigation et des intrants augmentant les rendements qui renforcent leur capacité d'adaptation. Les agriculteurs et agricultrices et les travailleurs et travailleuses agricoles plus pauvres manquent souvent des capitaux nécessaires pour réaliser des investissements similaires, ce qui accentue les inégalités en matière de résilience et d'adaptation³⁸. Les nouvelles approches « adaptées aux défis climatiques », privilégiées par l'agriculture industrielle, leur sont généralement inaccessibles, ce qui accentue encore davantage les inégalités.

Tirer profit des chocs alimentaires provoqués par le dérèglement climatique

Les pénuries provoquées par le dérèglement climatique peuvent être instrumentalisées pour justifier des hausses de prix qui dépassent l'augmentation des coûts de production. En 2024, des événements météorologiques extrêmes ont affecté les récoltes de cacao en Afrique de l'Ouest, faisant grimper les prix de quelque 231 % par rapport à l'année précédente, sans que les producteurs et productrices de cacao en tirent le moindre bénéfice³⁹. D'importantes précipitations en Indonésie et des sécheresses au Brésil et au Vietnam en 2024 ont contribué à une explosion des prix du café, avec une augmentation de 38,8 % par rapport à la moyenne de l'année précédente⁴⁰. Les sociétés de négoce de café, qui sont des intermédiaires dans la chaîne d'approvisionnement, en ont tiré d'énormes profits.

L'industrie alimentaire est elle aussi dominée par des milliardaires, qui possèdent certaines des plus grandes entreprises alimentaires au monde. Tirant profit des nombreuses crises qui ont frappé le secteur alimentaire, ces personnes ont vu leur richesse augmenter de plus de 130 milliards de dollars en termes réels depuis 2020⁴¹. Cargill, l'un des plus grands négociants de denrées alimentaires au monde, compte désormais 21 milliardaires parmi les membres de la famille⁴², contre 14 en 2019, avant la pandémie de COVID-19⁴³.

Étapes clés pour bâtir un avenir égalitaire et durable

Un avenir différent reste possible. Un monde plus égalitaire permettrait de réduire rapidement les émissions, de rendre les systèmes alimentaires plus équitables et plus résilients, et de renforcer les systèmes publics pour protéger les populations contre les crises et s'adapter aux effets du changement climatique. Pour réaliser cette vision d'avenir, il faudra faire des choix politiques courageux afin de limiter l'accumulation excessive de richesses et le pouvoir des grandes entreprises, tout en investissant dans la résilience, les droits et les moyens de subsistance du plus grand nombre. L'égalité climatique doit devenir le socle de l'action climatique.

Oxfam a **identifié cinq mesures pouvant être prises**. Bonne nouvelle : bon nombre des recommandations politiques qui les sous-tendent sont les mêmes, ce qui permet d'obtenir un double, triple, voire quadruple bénéfice. Par exemple, des taxes très élevées sur les jets privés permettraient : de rendre les sociétés plus égalitaires sur le plan économique en réduisant la richesse des personnes les plus fortunées ; de réduire considérablement les émissions de carbone ; de générer des recettes importantes permettant aux gouvernements à hauts revenus d'aider les populations ordinaires sur leur territoire tout en respectant leurs engagements envers le reste du monde en matière de financement climat ; et, enfin, ces dépenses permettraient à leur tour aux populations et aux sociétés de mieux se préparer aux événements météorologiques extrêmes, afin que ceux-ci ne se transforment pas en catastrophes.

Les cinq mesures en question sont les suivantes :

1. Limiter les émissions de CO₂ des ultra-riches.

S'attaquer à la fois aux émissions liées à leur consommation et à celles liées à leurs possessions. Utiliser à cette fin les impôts sur les revenus et sur la fortune des 1 % les plus riches. Appliquer un taux d'imposition dissuasif sur les produits de luxe et activités à fortes émissions tels que les jets privés. Appliquer un taux d'imposition plus élevé sur les investissements dans les industries très polluantes.

2. Financer bien davantage l'aide destinée à l'adaptation des pays

Les pays riches, qui sont responsables de la crise climatique, doivent fournir au reste du monde les financements nécessaires pour aider les pays à s'adapter et à faire face. Les sommes correspondantes peuvent provenir de la collecte d'impôts auprès des plus riches individus et entreprises dans leur pays d'origine afin de limiter la pression sur les catégories à bas revenus. Ces recettes doivent au minimum leur permettre de tenir leur promesse de tripler le montant des financements consacrés à l'adaptation d'ici 2035 (et de préférence bien plus tôt). Cet argent doit être fourni sous forme de subventions, et non de prêts, et mis à disposition par le biais du fonds des Nations Unies pour le climat.

3. Mettre en place des plans nationaux assortis d'échéances précises visant à ramener les inégalités économiques à un niveau faible.

Il a été démontré que les pays où les inégalités économiques sont moindres sont plus sûrs, plus respectueux de l'environnement et bien mieux armés pour faire face aux chocs climatiques tels que les feux de forêt, les inondations ou les sécheresses. Dans ce contexte, tous les pays devraient mettre en place des plans et fixer des objectifs assortis de délais précis afin de parvenir à de faibles niveaux d'inégalités de revenus et de richesse. Les revenus des 10 % les plus riches ne devraient pas dépasser ceux des 40 % les plus pauvres.

Encadré 4 (résumé). Mesures prises par Cuba pour faire face aux ouragans récurrents

L'engagement constant de Cuba en faveur de l'égalité et de la justice sociale a joué un rôle essentiel dans la mise en place des infrastructures sociales et matérielles nécessaires pour faire face aux ouragans récurrents et en atténuer les répercussions inégalitaires⁴⁴. Dans ce cadre, le pays a déployé une approche globale de préparation aux catastrophes et de gestion des risques liés aux tempêtes tropicales, reconnue par les Nations Unies et la Croix-Rouge⁴⁵. Grâce à ces précautions, lorsque des ouragans ont frappé Cuba et d'autres îles voisines, le nombre de morts et l'ampleur des dégâts ont été moindres que dans des pays où les inégalités sont bien plus marquées, comme Porto Rico ou la République dominicaine.

4. Réduire au minimum l'exposition, diminuer la vulnérabilité et uniformiser l'adaptation aux événements météorologiques extrêmes afin de mettre en place des systèmes alimentaires plus équitables et plus résilients.

L'adaptation au changement climatique doit contribuer à réduire les inégalités plutôt qu'à les renforcer. Les politiques publiques devraient viser à réduire l'exposition aux risques climatiques, à diminuer la vulnérabilité et à renforcer la résilience, en particulier pour les communautés marginalisées et exposées aux aléas climatiques. Les politiques devraient inclure une protection sociale complète, des revenus garantis, des infrastructures résilientes face au changement climatique dans l'ensemble des services publics (tels que l'éducation et les transports), ainsi que des systèmes d'alerte précoce et des mesures d'évacuation axés sur les personnes. Plafonner les prix des denrées alimentaires et investir dans la distribution publique de denrées alimentaires. Veiller à ce que les agriculteurs et agricultrices aient accès à des terres arables, à des systèmes d'irrigation, à des banques de semences communautaires et à d'autres intrants. Redistribuer les terres, mettre en place des systèmes de gouvernance foncière centrés sur les personnes, qui reconnaissent les droits fonciers coutumiers et collectifs, et empêcher que les terres ne soient détournées de la production alimentaire au profit de la production d'agrocarburants ou de programmes de compensation carbone.

5. Mettre fin au capitalisme de catastrophe et à l'exploitation de la crise climatique à des fins lucratives.

Les gouvernements doivent limiter le pouvoir excessif des grandes entreprises et veiller à ce que la lutte contre le changement climatique donne la priorité aux besoins humains plutôt qu'aux profits des actionnaires. Cela peut reposer, notamment, sur des taxes permanentes sur les bénéfices exceptionnels, la fixation de plafonds de bénéfices et de prix, ainsi que l'interdiction de la spéculation. Il faut réduire le pouvoir des grandes entreprises en démantelant les monopoles. Parallèlement, tous les États devraient privilégier des alternatives publiques.

Si ces cinq mesures sont mises en œuvre, elles contribueront grandement à briser le cercle vicieux du changement climatique et des inégalités, et à bâtir un avenir durable et équitable pour les populations et la planète.

**NOTES
DE FIN**



- 1 L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Stat. 2.1.
- 2 Le calcul des décès porte sur une période de 100 ans, avec un pic atteint environ dix ans après le début du calcul. Cette estimation repose sur le fait que les émissions de CO₂ atteignent leur potentiel de réchauffement maximal environ dix ans après avoir été rejetées dans l'atmosphère. Voir L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Stat. 2.5 pour en savoir plus.
- 3 S. Lindersson, E. Raffetti, M. Rusca, L. Brandimarte, J. Mård et G. Di Baldassarre (2023), 'The Wider the Gap between Rich and Poor the Higher the Flood Mortality'. *Nature Sustainability*, 6, 995–1005. <https://doi.org/10.1038/s41893-023-01107-7>
- 4 N. Dabi, A. Maitland et A. Nilsson Lewis (2025), *Main basse sur le climat : comment une poignée de puissants précipitent le monde vers la catastrophe*. Oxfam International. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-plunder-how-a-powerful-few-are-locking-the-world-into-disaster-621741>
- 5 L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Stat. 2.1.
- 6 S. Gössling, A. Humpe et J. C. Leitão (2024), 'Private Aviation is Making a Growing Contribution to Climate Change'. *Communications Earth & Environment*, 5, 666. <https://doi.org/10.1038/s43247-024-01775-z>
- 7 VistaJet et Wealth-X (2018), *The Jet Traveler Report: The Global Perspective on Who Flies Privately and How*. VistaJet. Dernière visite le 1^{er} juillet 2026. <https://www.vistajet.com/globalassets/documents/jettravelerreport.pdf>
- 8 S. Gössling et A. Humpe (2020), 'The Global Scale, Distribution and Growth of Aviation: Implications for Climate Change'. *Global Environmental Change*, 65, 102194. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102194>
- 9 L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Section 1.
- 10 E. Ischinsky et D. Tisch (2023), 'Women in the Global Super Rich. An Analysis of the Forbes World's Billionaires List, 2010–2023'. *Australian Feminist Studies*, 37(114), 458–74. <https://doi.org/10.1080/08164649.2023.2243649>; B. I. Page, J. Seawright et M. J. Lacombe (2018), *Billionaires and Stealth Politics*. University of Chicago Press.
- 11 L. Valentino et N. Yadon (2023), 'Intersectional Wealth Gaps: Contemporary and Historical Trends in Wealth Stratification among Single Households by Race and Gender'. *Socius*, 9, 1–17. <https://doi.org/10.1177/23294965221139845>
- 12 A. Maitland, M. Lawson, H. Stroot, A. Poidatz, A. Khalfan et N. Dabi (2022), *Les milliardaires du carbone : Les émissions liées aux investissements des personnes les plus riches du monde*. Oxfam International. Dernière visite le 1^{er} juillet 2026. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-billionaires-the-investment-emissions-of-the-worlds-richest-people-621446/>
- 13 L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Section 3.
- 14 Les émissions liées aux investissements sont calculées en attribuant une part des émissions de scope 1 et 2 d'une entreprise proportionnelle à la participation d'un milliardaire au capital : si un-e milliardaire détient 25 % d'une entreprise, alors 25 % des émissions de celle-ci sont attribuées à son portefeuille d'investissements. Seuls les investissements supérieurs à 10 % ont été inclus, car ceux-ci font d'un-e actionnaire l'actionnaire dominant-e exerçant une influence accrue sur la direction et la stratégie de l'entreprise.
- 15 D'après une étude novatrice : S. Schöngart, Z. Nicholls, R. Hoffmann, S. Pelz et C. F. Schleussner (2025), High-Income Groups Disproportionately Contribute to Climate Extremes Worldwide. *Nature Climate Change*, 15, 627–33. <https://doi.org/10.1038/s41558-025-02325-x>
- 16 Le calcul des décès porte sur une période de 100 ans, avec un pic atteint environ dix ans après le début du calcul. Cette estimation repose sur le fait que les émissions de CO₂ atteignent leur potentiel de réchauffement maximal environ dix ans après avoir été rejetées dans l'atmosphère. Voir L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Stat. 2.5 pour en savoir plus.
- 17 L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Stat. 5.6.
- 18 P. Sisson (11 octobre 2024), *Natural disasters are making a mess of America. Private equity wants the cleanup cash*. Sherwood News. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://sherwood.news/business/natural-disaster-clean-up-business-private-equity>
- 19 A. J. Stevenson (26 août 2024), *Climate stocks storm past S&P 500*. Bloomberg. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://www.bloomberg.com/professional/insights/sustainable-finance/climate-stocks-storm-past-sp-500>
- 20 L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Section 4 – Double dividende
- 21 N. Klein (2014), *Tout peut changer : Capitalisme et changement climatique*. Simon & Schuster.
- 22 K. Aronoff (24 janvier 2018), *Puerto Rico governor seizes opportunity created by Hurricane Maria, plans to privatize electric power*. The Intercept. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://theintercept.com/2018/01/24/puerto-rico-prepa-opportunity-government-plans-to-privatize-electric-power>
- 23 J. Wilkins (11 novembre 2022), *Puerto Rico's electricity nightmare was brought to you by privatization*. Progressive International. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://progressive.international/wire/2022-11-11-puerto-ricos-electricity-nightmare-was-brought-to-you-by-privatization/en>
- 24 Irish Centre for Human Rights (2 avril 2025), *Barbuda: a case study in disaster capitalism and resistance*. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://ichrgalway.org/2025/04/02/barbuda-a-case-study-in-disaster-capitalism-and-resistance>

- 25 F. Cappelli, V. Costantini et D. Consoli (2021), The Trap of Climate Change-Induced “Natural” Disasters and Inequality. *Global Environmental Change*, 70, 102329. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102329> ; S. Lindersson et al. (2023), The Wider the Gap between Rich and Poor the Higher the Flood Mortality, op. cit.
- 26 S. Lindersson et al. (2023), The Wider the Gap between Rich and Poor the Higher the Flood Mortality, op. cit.
- 27 K. Guinness, G. Bollmer et T. Doig (1^{er} mars 2024), *Billionaires are building bunkers and buying islands. But are they prepping for the apocalypse – or pioneering a new feudalism?* The Conversation. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://theconversation.com/billionaires-are-building-bunkers-and-buying-islands-but-are-they-prepping-for-the-apocalypse-or-pioneering-a-new-feudalism-223987>
- 28 H. Donnell (29 janvier 2017), *Silicon Valley super-rich head south to escape from a global apocalypse*. *The Guardian*. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://www.theguardian.com/technology/2017/jan/29/silicon-valley-new-zealand-apocalypse-escape>
- 29 S. Cevik et J. T. Jalles (2023), For Whom the Bell Tolls: Climate Change and Income Inequality. *Energy Policy*, 174, 113475. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2023.113475>
- 30 L. Smiley (20 septembre 2018), *Private firefighters and five-star hotels: how the rich sit out wildfires*. *The Guardian*. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://www.theguardian.com/world/2018/sep/20/private-firefighters-wildfire-insurance-climate-change-capitalism>
- 31 Ibid.
- 32 J. Boomhower, M. Fowlie, J. Gellman et A. Plantinga (2024), *How Are Insurance Markets Adapting to Climate Change? Risk Classification and Pricing in the Market for Homeowners Insurance*. Document de travail 32625. National Bureau of Economic Research. Dernière visite le 2 juin 2026. https://www.nber.org/system/files/working_papers/w32625/w32625.pdf
- 33 T. Thrash-Ntuk (17 janvier 2025), *Wealth will dictate LA fire recovery unless California learns from mistakes of past disasters*. *Cal Matters*. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://calmatters.org/commentary/2025/01/wealth-los-angeles-fire-recovery>
- 34 FAO (2023), *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://openknowledge.fao.org/items/389d1a09-e600-4580-b333-5a37ab28e39b> ; GIEC (2019), *Special Report on Climate Change and Land. Chapter 5 – Food Security*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Dernière visite le 28 juillet 2026. <https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-5/>
- 35 Our World in Data (2023), *Share of consumer expenditure spent on food, 2023*. Dernière visite le 29 juillet 2026. <https://ourworldindata.org/grapher/share-of-consumer-expenditure-spent-on-food>
- 36 FAO (2008), *Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://www.fao.org/4/i0291f/i0291f03.pdf>
- 37 FAO, Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) (2026), *The Status of Land Tenure and Governance*. Dernière visite le 4 juin 2026. <https://openknowledge.fao.org/bitstreams/b207367a-880e-412a-afdd-955fa943a518/download>
- 38 FIDA (22 avril 2026), *Au Bénin, la finance rurale pour plus de résilience et de croissance*. Fonds international de développement agricole. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://www.ifad.org/fr/w/paroles-rurales/au-benin-la-finance-rurale-pour-plus-de-resilience-et-de-croissance>
- 39 I. Lahiri (28 mars 2024), *Cocoa prices rise to fresh records: will we run out of chocolate?* Euronews. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://www.euronews.com/business/2024/03/28/cocoa-prices-rise-to-fresh-records-will-we-run-out-of-chocolate>
- 40 FAO (14 mars 2025), *Des conditions climatiques défavorables font grimper les prix du café à leur plus haut niveau depuis des années*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Dernière visite le 2 juin 2026. <https://www.fao.org/newsroom/detail/adverse-climatic-conditions-drive-coffee-prices-to-highest-level-in-years/fr>
- 41 L'injustice des catastrophes, Note méthodologique, Stat. 6.1.
- 42 Forbes (2026), *Cargill-MacMillan family*. Forbes. Dernière visite le 21 juillet 2026. <https://www.forbes.com/profile/cargill-macmillan-1/>
- 43 H. Hoffower (27 septembre 2019), *Income inequality in the US has hit a record high. Meet the 15 richest American family 'dynasties,' who have a combined net worth of \$618 billion*. Business Insider. Dernière visite le 21 juillet 2026. <https://www.businessinsider.com/richest-family-wealth-dynasties-ranked-generational-wealth-fortune-net-worth-2019-2>
- 44 M. Thompson et I. Gaviria (2004), *Cuba – Weathering the Storm: Lessons in Risk Reduction from Cuba*. Oxfam Amérique. Dernière visite le 28 juillet 2026. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/cuba-weathering-the-storm/>
- 45 A. Clayfield, E. J. Kirk et I. Story (eds.) (2021), *Disaster Preparedness and Climate Change in Cuba: Management and Adaptation*. Bloomsbury Academic.

Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Pilipinas (www.oxfam.org.ph)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)